

Dans le cadre de sa politique Gironde Alimen'Terre, le Conseil Départemental de la Gironde a initié l'organisation de rencontres rassemblant les acteurs du territoire s'investissant dans la construction et la mise en œuvre de projets alimentaires de territoire. En février 2020, une première de ces rencontres « interPAT » a permis aux acteurs de se rencontrer, de partager leurs expériences et d'identifier et exprimer les freins auxquels ils font face. En juillet, nous nous sommes de nouveau réunis afin de partager nos expériences alimentaires durant le confinement, questionnant par là la construction d'une compétence alimentaire pour les collectivités locale. La troisième rencontre, en novembre avait pour objectif d'approfondir le lien entre agriculture et lien social. Ce mois de mars, nous nous sommes de nouveau retrouvés pour aborder le lien entre agriculture et insertion et en quoi cette dernière vient bénéficier aux personnes et aux territoires.

Les idées essentielles de ...

**Dominique Fédieu et Denise Greslard-Nedelec, élu.e.s du Conseil départemental (politique agricole et politique d'insertion)**

Ces projets permettent le brassage social, l'intergénérationnel. Allier agriculture, notamment le maraîchage, et l'insertion, c'est permettre un retour à la terre, avec la gratification de voir le fruit de son travail et du travail collectif : on récolte rapidement ce que l'on sème. La terre vient un peu au secours de nos bleus à l'âme. L'alimentation est l'affaire de tous. C'est un enjeu majeur, à plusieurs titres : écologique, de santé, mais aussi d'insertion et d'inclusion. Nous avons sur cela une responsabilité collective très forte. Vraiment, c'est un sujet qui doit nous occuper et nous préoccuper tou.te.s.

**Christelle Lecomte et Agnès Laine Le Jardin du Cœur, Blanquefort**

« Les portes de l'avenir sont ouvertes à ceux qui savent les pousser » Coluche

Les Restos du Cœur, depuis 1985, distribuent des produits alimentaires aux plus démunis, participent à leur insertion économique et sociale. Le modèle d'insertion économique s'appuie sur 4 piliers : l'accompagnement des personnes les plus éloignées de l'emploi, la mixité entre bénévoles et salariés, une production tournée vers les Restos, le respect de l'environnement. Une étude réalisée l'année dernière sur l'utilité de ces chantiers : il en ressort un développement de la confiance en soi, de lien social, une capacité financière retrouvée, un meilleur accès au droit et une plus grande autonomie. L'ACI (Atelier Chantier d'Insertion) propose un suivi, un accompagnement personnalisé, des accompagnements pédagogiques, des ateliers thématiques, des formations qualifiantes et diplômantes, pour aller vers une insertion professionnelle durable.

**Charlotte Van Hirsnel, GEIQ Multi Agri 33**

Un GEIQ est un collectif d'entreprise ayant une finalité sociale, regroupée en une association. Le GAIQ MA33 est spécialisé dans les métiers de l'agriculture et des espaces verts. Le bénéficiaire du programme d'insertion est salarié du GEIQ, qui a une convention de mise à disposition avec des entreprises adhérentes (40). Le salarié travaille au sein de l'entreprise et bénéficie également de formations, d'un tutorat professionnel et d'un accompagnement social. Selon les années, entre 5 et 11 métiers différents sont réalisés par les salariés. Il peut s'agir de métier de production, de maintenance et conditionnement, et de distribution, commercialisation et fonctions support. Le GEIQ travaille de la fourche à la fourchette et représente un bon outil pour répondre aux clauses d'insertion.

**Dominique Hays, Président du Réseau National des Jardins de Cocagne, direction de l'écopole alimentaire**

Le Réseau Cocagne a 30 ans d'existence. Ses principes sont : l'existence d'un projet social fort pour chacune de ses structures, un mode de production en agriculture biologique, le développement d'une transition sociale et de circuits alternatifs de vente, et un travail main dans la main, coopérer, c'est-à-dire « avoir le souci de l'autre » avec la profession agricole. Le Réseau Cocagne, comme les collectivités aujourd'hui, sont devenus des acteurs de la chaîne alimentaire et, à ce titre, tâche de répondre à deux préoccupations : les questions de justice sociale et la croissance d'une demande mal satisfaite. « N'avons-nous pas un rôle à jouer dans la structuration de filières alimentaires locales inclusives ? ». C'est l'idée des écopôles alimentaires qui visent à : structurer des filières locales bio, en créant une gamme territoriale, à accompagner les convives dans des changements de pratiques, à professionnaliser ces filières et à développer de nouveaux modèles économiques visant à réinsérer le travail dans la vie des gens. Cela doit venir nous questionner sur les modèles agricoles souhaités (low tech/high tech ? Portés par quels acteurs ?). L'objectif est aussi d'anticiper le changement climatique. Le plus important pour commencer à poser les pierres, c'est de donner du temps et de l'espace à l'altérité, et de se fédérer, entre toutes les parties prenantes en lien avec l'alimentation, créer un enchevêtrement de nos agir, et créer de la valeur, au sens de « puissance de vie » locale.

**Mot de la fin, par Denise Greslard Nedelec :**

On a tous une responsabilité dans cette histoire-là. Il s'agit d'arrêter de travailler en silos, de monter des projets collectifs, et d'embarquer tout le monde.

**Pour plus d'informations, contactez-nous !**

**Anne HERMANN LORRAIN**, Cheffe de projet Gironde Alimen'Terre, a.hermann@gironde.fr

**Justine BOSREDON**, Chargée de mission Agenda 21, j.bosredon@gironde.fr

**Gaëlle MÉNARD**, Cheffe de projet développement territorial, g.menard@gironde.fr

**Julie LAILLIAU**, Doctorante accueillie à la Mission Agenda 21, j.lailliau@gironde.fr